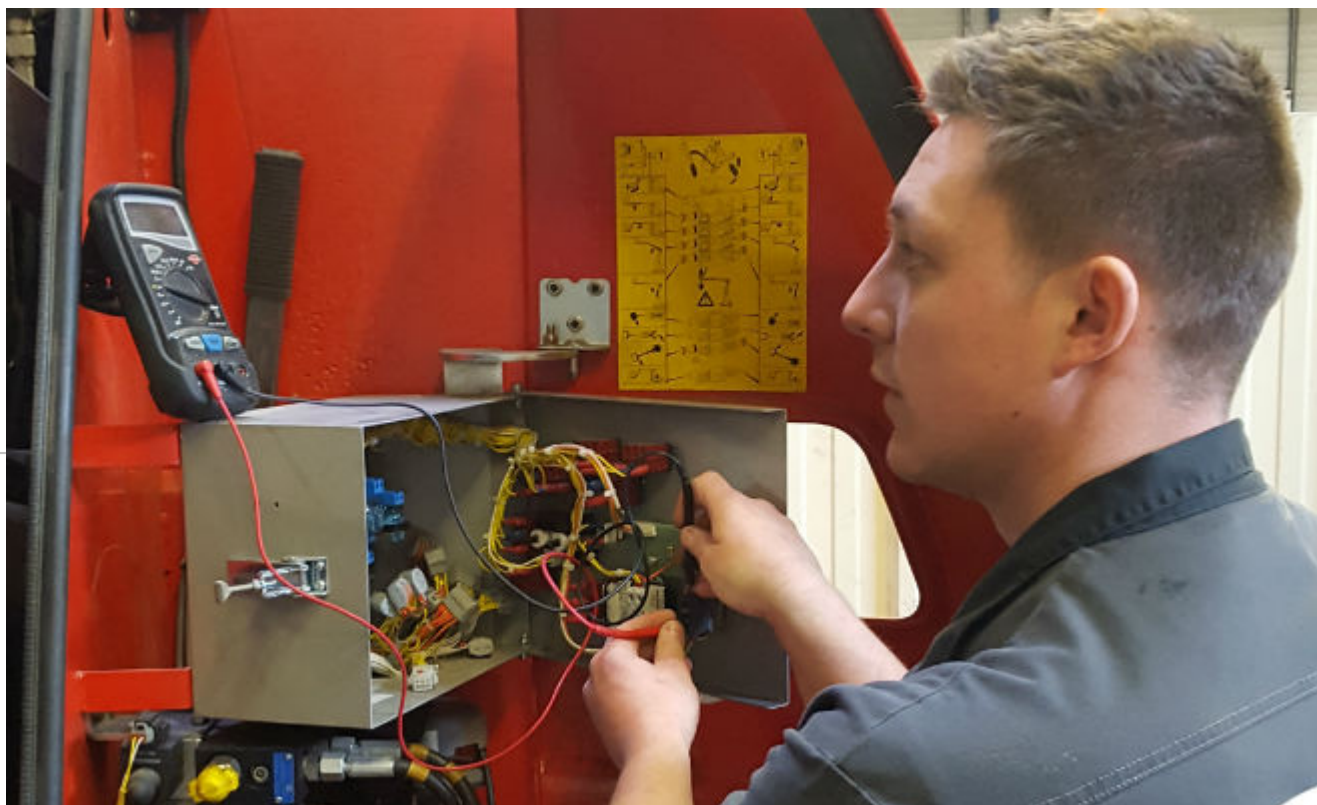


Economie | Matériel de BTP et maintenance: 360 techniciens recherchés en région



C'est à Bordeaux que se tiendra le Congrès national de la fédération DLR (Distributeur, loueur, réparateur de matériels BTP et maintenance) les 22 et 23 mars prochains. Les quelque 700 professionnels attendus se pencheront sur les enjeux d'avenir de la filière et partageront, notamment, leurs réflexions sur les thématiques du big data ou encore sur la transformation digitale du secteur et de son environnement. Mais en amont de ce 53ème congrès, c'est sur la situation de l'emploi, en forte tension, qu'alertaient les professionnels de la filière, en fin de semaine dernière, au premier rang desquels Frédéric Garin, codirigeant au côté de Sophie Garin, de la société GEM, et Président de la fédération DLR Sud ouest.

Le message envoyé par la Fédération DLR résonne comme un signal d'alerte. Au niveau national, 1500 emplois de techniciens de maintenance des matériels de construction et manutention sont à pourvoir tous les ans. En Nouvelle-Aquitaine, l'avis de recherche est émis pour 360 postes, dont 230 en ex Aquitaine, 90 en ex Poitou-Charentes et 40 en ex Limousin. Une filière d'autant plus en pénurie que le marché est dynamique : la France est l'un des tous premiers marchés d'Europe dans l'utilisation des matériels de travaux publics (entre 17% et 20% selon les années). Elle est également l'un des premiers producteurs européens de ce secteur. De quoi ouvrir en effet de nombreuses perspectives d'embauches.

Pour les passionnés de mécanique et de nouvelles technologies

Face à cette pénurie, les professionnels pointent du doigt les services publics de l'emploi et de l'orientation qui devraient selon eux relayer davantage ces informations. Et pour cause, « seuls 1 000 diplômés (du CAP à la licence professionnelle) sortent chaque année des lycées professionnels et CFA qui forment à ces métiers ». Autre élément qui agace les représentants du secteur: « Pôle emploi et les sites de recrutement ne disposent pas dans leurs CVthèques de profils de mécaniciens ou de techniciens de maintenance des matériels de construction et de manutention. Et pourtant, les métiers proposés sont très variés, évolutifs, non délocalisables, et surtout plus de 90% des postes proposés sont des CDI. » Alors autant que cela se sache... Concrètement, ces métiers destinés aux hommes et aux femmes passionnés de mécanique et de nouvelles technologies allient autonomie, polyvalence et haute technicité. Les missions consistent principalement à diagnostiquer les pannes, généralement

à l'aide d'un ordinateur, à analyser les données afin de pouvoir réparer les matériels.

Si la fédération DLR en partenariat avec d'autres organismes professionnels a bien lancé de son côté plusieurs actions de communication auprès des jeunes (et moins jeunes) pour valoriser le potentiel d'emplois et de formations autour de ses métiers, elle insiste également sur la nécessité de revaloriser l'orientation vers la voie professionnelle. « Il est nécessaire que l'orientation vers la voie professionnelle, dès la fin du collège, ne soit plus subie, notamment pour répondre à des problématiques d'échec scolaire, mais plutôt choisie par des jeunes motivés et capables d'acquérir les connaissances, compétences, savoir-faire et savoir-être nécessaires à l'exercice de leur futur métier. » Mais pour cela, il faut également des enseignants connaissant les spécificités de la filière, eux-mêmes formés aux aspects technologiques et aux pratiques de la maintenance des matériels de construction et de manutention. Or, ce sont « des profils "en voie de disparition" dans les lycées professionnels et CFA », se désolent les responsables.

Une problématique de l'emploi qui a des conséquences sur le développement économique des entreprises d'un secteur qui pèse 11 milliards de chiffre d'affaires et 43 263 salariés à l'échelle nationale. Les 182 entreprises de la Nouvelle-Aquitaine dégagent quant à elles un chiffre d'affaires de 990 M€ et emploient 3 920 salariés. Au-delà du développement économique, "un impact plus large se vérifie également au niveau du secteur BTP et du bon déroulement des chantiers", pointent les professionnels.



Solène Méric

Crédit Photo : DR

Publié sur aqui.fr le 12/03/2018

[Url de cet article](#)